

## **LE PÉTROLE FLAMBE**

**BLOQUER LES PRIX**

**AUGMENTER LES SALAIRES**

# **CHANGER LE SYSTÈME**

### **ZOOM**

**Liban. Où va Israël?**

Page 3

### **INTERNATIONAL**

**Iran. Fin des négociations d'Islamabad sans accord**

Page 4

### **ARGUMENTS**

**La Cisjordanie rendue invivable pour les palestinienNEs**

Page 5

### **CHAMPLIBRE**

**Entretien avec Macéo et Samah, engagéEs à bord de la flotille pour Gaza**

Page 8

## Édito

## Les fossiles et le marteau

Par ALEX BACHMAN

Les rivalités entre les puissances impérialistes pour le contrôle du pétrole ont des conséquences directes sur nos conditions d'existence. Depuis le début de l'année, des interventions militaires ont été menées contre le Venezuela et l'Iran, deux pays producteurs de pétrole, tandis que la politique génocidaire d'Israël se poursuit en Palestine et s'étend au Liban. Pour les peuples, le prix à payer, c'est le sang, les bombes, la mort. Pour les compagnies pétrolières, c'est une opportunité historique d'engranger encore plus de profits, ensuite recyclés dans les paradis fiscaux. Greenpeace a fait le calcul : dans l'Union européenne, les compagnies pétrolières réalisent plus de 80 millions d'euros de profits supplémentaires par jour depuis le début de la guerre contre l'Iran, après avoir acheté du pétrole au début du conflit, qu'elles revendent aujourd'hui au prix fort. L'avenir de la planète, et donc de l'humanité, devrait imposer la sortie des énergies fossiles, le développement des transports publics et un autre modèle économique.

Mais aucun gouvernement, en France comme ailleurs, ne s'inscrit dans cette voie, car nos dirigeants sont au service d'un capitalisme prédateur, engagé dans une fuite en avant jusqu'à la dernière goutte de pétrole.

Conséquence : un coup de marteau sur les consommateurEs ! Les prix à la pompe explosent alors que, pour des millions de travailleurEs, de jeunes, de retraitéEs, il n'est aujourd'hui pas possible de se passer de la voiture.

Pour le moment, c'est donc notre classe qui paie la facture.

Mais le gouvernement devrait se méfier, la hausse du prix de l'essence pourrait bien être le carburant d'une colère sociale toujours présente, jamais éteinte depuis les Gilets jaunes.

À nous, toutes et tous ensemble, d'organiser cette colère pour exiger le blocage des prix, des hausses de salaires et des mesures de sortie rapide des énergies fossiles !

## Bien dit

Le 1<sup>er</sup> Mai est et restera férié, chôme et payé

Voilà ce que dit le communiqué de la CGT après le repli en rase campagne du gouvernement Lecomu sur son passage en force contre le 1<sup>er</sup> Mai. Bien entendu, la bourgeoisie reviendra à la charge l'an prochain. Mais cette séquence offre une nouvelle illustration : un front syndical uni et ferme contre les régressions, une gauche parlementaire qui tient la ligne, la préparation d'une mobilisation tous azimuts de notre camp social — autrement dit un front politique et social —, ça change la donne ! Et si on continuait ?

## À la Une

## Face à la fascisation, construire l'unité de notre camp

La montée de l'extrême droite et des guerres impérialistes place la question de l'unité au cœur de la période. Construire un front antifasciste large, capable de porter une alternative, est plus que jamais une nécessité.

Les dernières municipales ont confirmé à la fois l'enracinement du RN et la porosité d'une large partie des droites à l'extrême droite. Les digues continuent de céder, et la perspective d'une arrivée de l'extrême droite au pouvoir n'a jamais été aussi concrète. Empêcher la réalisation de ce scénario doit être la priorité de notre camp social et politique. Dans un rapport de forces dégradé, l'unité est aujourd'hui une condition décisive pour faire reculer les offensives des classes dominantes et barrer la route à l'extrême droite.

## Un front antifasciste large, social et politique

C'est dans cette perspective que nous défendons la construction d'un front antifasciste articulant organisations politiques, syndicats, associations et secteurs du mouvement social. Un front qui ne soit pas seulement électoral, mais qui s'enracine dans les mobilisations, qui permette à la fois de faire face à la menace immédiate de l'extrême droite et de porter une alternative susceptible de mobiliser largement.

L'aspiration à cette unité existe dans les classes populaires. Elle s'était exprimée avec force lors de la séquence du Nouveau Front populaire, à laquelle les principales organisations politiques de gauche avaient dû se résoudre pour assurer leur propre représentation à l'Assemblée nationale.



Bien sûr, l'unité ne va pas de soi. Elle se heurte à des orientations divergentes à gauche, entre adaptation aux politiques néolibérales et volonté d'affrontement avec ces politiques, ainsi qu'à des dynamiques de divisions électoralistes.

## Des obstacles à l'unité

Car depuis le NFP, cette unité a volé en éclats. Dans un contexte de concurrence pour l'hégémonie à gauche en vue de la présidentielle et des législatives, la séquence des municipales a accentué les divisions.

Le centre gauche, pour tenter de récupérer le leadership à gauche, s'est engouffré dans les campagnes de diabolisation de LFI — de l'instrumentalisation de l'antisémitisme à la mise en cause de l'antifascisme —, ce qui lui permet de justifier son sectarisme et l'abandon

du programme du NFP, qu'il n'avait accepté que contraint par le rapport de forces.

De son côté, LFI, à travers la fermeture de ses listes dans de nombreuses communes, comme à travers certains discours ou postures, a souvent privilégié une logique de polarisation — un « avec moi ou contre moi » — plutôt que de créer les conditions des rassemblements les plus larges. Reste qu'il n'est pas question de renvoyer tout le monde dos à dos. C'est LFI qui a proposé un front antifasciste pour le second tour des municipales, et c'est encore LFI qui tient le cap d'un programme de mesures d'urgence sociales, démocratiques, antiracistes, féministes et écologiques. Pour nous, l'unité doit être la plus large possible, mais elle ne peut se construire que sur un socle clair, à même de répondre aux urgences.

## Le NPA-A disponible pour des échanges sincères et loyaux

Dans ce contexte, la proposition de discussions formulée par La France insoumise ne peut être ignorée. Nous y répondons en affirmant notre disponibilité pour des échanges sincères et loyaux, portant à la fois sur les élections présidentielles et législatives. Notre objectif est clair : travailler à l'unité la plus large possible, en recherchant les conditions d'une candidature commune capable de s'appuyer sur une dynamique militante et sur un programme d'urgence en rupture avec les politiques néolibérales.

Nous proposons également que ces discussions s'élargissent aux autres forces politiques et aux secteurs du mouvement social qui avaient participé à la dynamique du NFP, afin d'explorer concrètement les possibilités de construire ce front. Dans les semaines à venir, ces échanges devront permettre de mesurer si les conditions permettent qu'un tel rassemblement se construise. Ils seront un élément important pour éclairer nos décisions à venir et pour donner une perspective à celles et ceux qui refusent la résignation face à la montée de l'extrême droite. Face à la guerre, à la crise et à la fascisation, le NPA-A n'a qu'une priorité : construire l'unité de notre camp pour résister et ouvrir une alternative.

Olivier Lek Lafferrière et Martin Hache



Photo : Des foules impressionnantes célèbrent la défaite de Viktor Orbán dans les rues de Budapest (DR).

**Défaite de Viktor Orbán et de l'internationale fasciste.** La défaite de Viktor Orbán constitue un revers pour l'internationale fasciste dont il était un pivot. De Donald Trump à Benjamin Netanyahu, en passant par Vladimir Poutine, Marine Le Pen et Giorgia Meloni, l'extrême droite mondiale s'était pourtant mobilisée pour sa réélection. Orbán incarnait leur modèle : attaques contre les droits démocratiques, répression des opposantEs, politique raciste anti-migrantEs, offensive contre les droits des femmes et des LGBTI+. Certes, le vainqueur est un conservateur, loin de toute rupture avec les politiques néolibérales. Mais en ces temps de fascisation mondiale, la défaite d'Orbán reste une bonne nouvelle.

# LIBAN Où va Israël?

Les bombardements sur Beyrouth sont effroyables. La « reprise » des hostilités — mais Israël n'a jamais réellement respecté le cessez-le-feu — depuis la guerre en Iran a coûté la vie à plus d'un million de Libanais et déplacé presque un million de personnes. D'habitude épargnés, les quartiers chrétiens sont ciblés.

Le développement le plus marquant concerne la frontière sud. Les images satellites montrent plusieurs localités rasées dans la zone frontalière avec le nord d'Israël. Le ministre de la Défense, Israël Katz, a déclaré que les forces israéliennes ne quitteraient pas le sud du Liban, faisant écho à Benjamin Netanyahu, qui a ordonné à l'armée d'étendre son contrôle jusqu'à 10 kilomètres à l'intérieur du territoire libanais afin de créer une « zone tampon de sécurité ». L'armée israélienne a déployé quatre divisions à la frontière et poursuit sa progression.

## La même stratégie qu'à Gaza

L'invasion israélienne du Liban est une répétition des offensives précédentes : ordres aux civils de quitter leurs villages du sud, déplacement de près d'un million de Libanais, bombardement des infrastructures — en particulier des ponts sur le Litani, fleuve emblématique de la frontière du « Grand Israël » —, combats dans et autour des villages. Tout cela relève d'un déjà-vu depuis au moins 50 ans.

La différence notable est que la destruction des infrastructures n'est plus seulement une stratégie de guerre. Elle s'inscrit désormais dans une « nouvelle » doctrine : occuper de nouvelles zones, les dépeupler, puis les contrôler de manière permanente, élargissant ainsi *de facto* les frontières d'Israël.

En effet, les forces israéliennes ont multiplié les explosions et procédé à des démolitions à grande échelle, visant des villages et des



infrastructures — hôpitaux, hôtels, centrales électriques, etc. — dans tout le sud du pays. Cette tactique est identique à celle mise en œuvre à Gaza, avec pour objectif explicite de chasser définitivement les Palestiniens de zones entières rendues inhabitables, réduites à un amas de gravats et de ruines.

## Israël prépare cette offensive depuis 20 ans

L'offensive du Hezbollah a servi de prétexte au déploiement d'un plan d'action de plus en plus colonial. Israël lorgne sur le sud du Liban depuis des décennies, dans un espace marqué par une frontière historiquement construite. À l'origine, deux gouvernorats structuraient la région, d'est (Acre) en ouest (Haïfa), et l'épuration ethnique au moment

de la Nakba a renforcé les liens entre le sud du Liban et la Palestine, avec une forte proportion de réfugiés.

Israël préparait la guerre contre le Hezbollah depuis son retrait du sud du Liban en 2000 et la défaite de 2006. En 2024, il a tout mis en œuvre contre la seule force militaire de la région lui ayant infligé une défaite : les *bipers*, les 72 bombes d'une tonne larguées sur le bunker de Nasrallah, ainsi que la doctrine Dahiya, qui cible les civils de manière disproportionnée. Même si le Hezbollah a subi des pertes conséquentes, il reste une menace, ce qui explique la situation actuelle.

## L'enjeu central de l'unification de la résistance

Israël poursuit un autre objectif : disposer d'un État libanais aux ordres, qui mènerait à sa place l'éradication du Hezbollah et préparerait le terrain à la normalisation. Pour cela, il attise les conflits interreligieux et la division du pays, fait porter la responsabilité de ses frappes génocidaires sur le parti chiite et feint de s'intéresser à certaines minorités, comme les druzes.

Il s'agit d'actions coloniales permanentes, qui répètent des logiques à l'œuvre depuis 1948, de l'invasion de 1978 à l'occupation à partir de 1982, jusqu'au retrait de 2000. La principale différence tient à la droitisation du champ politique en Israël, mais surtout en Occident, qui permet aujourd'hui à cet État de bénéficier d'une impunité quasi-totale. La réponse passe par une résistance unitaire, construite par en bas, qui dépasse les clivages confessionnels et permette d'unifier l'ensemble des groupes de résistance. Il n'y aura pas de liberté au Liban tant que planera la menace de l'État colonial.

Comme le dit l'appel de plusieurs organisations politiques libanaises : « Mobilisons-nous à travers le monde pour rejeter la mécanisation des systèmes génocidaires, en nous unissant où que nous soyons pour démanteler le système expansionniste et colonialiste qui cherche à dominer notre planète. »

Édouard Soulier

# GUERRE SOCIALE Loi contre la fraude sociale et fiscale, un front de classe contre les « gueux »

L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, par 363 voix contre 194, un projet de loi de « lutte contre la fraude sociale et fiscale ». Ce vote a mis en lumière l'unité sans complexe du « bloc central » macroniste, de la droite et de l'extrême droite quand il s'agit de s'en prendre aux plus vulnérables, et d'épargner les plus riches.

Ces forces se sont même livrées à une indécente compétition dans l'invention de mesures punitives à l'égard des « mauvais pauvres ». Ainsi, la droite et le « centre » ont voté un amendement du Rassemblement national renforçant massivement les pénalités en cas de fraude aux prestations sociales (trois fois les sommes perçues et cinq fois en cas de récidive !). Avec justesse, le député Insoumis Louis Boyard a dénoncé la « violence de classe » que constituent ces mesures.

## Fausse symétrie

L'intitulé du texte voudrait créer l'illusion qu'il s'attaque à la fois à la fraude « fiscale », l'un des sports favoris des plus riches, et à la « fraude sociale », censée être l'apanage des plus précaires. Loin de cette présentation en trompe-l'œil, les seuls à être véritablement visés sont ces derniers.

L'une des mesures emblématiques du texte est la suspension (jusqu'à trois mois) des allocations chômage sur la base de simples « suspicions » de fraude, dont le caractère vague permet tous les abus. Pour mener cette guerre aux plus pauvres, les

moyens de contrôle et les sanctions sont renforcés : les données personnelles, y compris les comptes bancaires, seront scrutées par les administrations, qui auront la possibilité d'échanger entre elles les informations. Il faut y ajouter une nouvelle offensive contre les arrêts de travail que le texte entend limiter en rendant plus difficile leur renouvellement. Le plan présenté le 9 avril par le gouvernement vient compléter et éclairer cette attaque : intensification des contrôles et la mise en place d'un « bouton d'alerte » permettant « en un clic » aux employeurs de signaler un arrêt de travail « suspect ». D'autres mesures (allongement des délais de carence, mi-temps « thérapeutique » sous forme de télétravail) sont « dans les tuyaux ».

De manière significative, un amendement du PS visant à répertorier les œuvres d'art de plus de 50 000 €, afin d'éviter toute « omission » de déclaration de la part des plus fortunés, a été repoussé. Quant aux syndicats des finances publiques, ils rappellent que le combat contre la fraude fiscale est remis en cause par les suppressions de postes (près de 30 000 depuis 2009)



et que les sommes détournées peinent, faute de moyens, à être récupérées.

## Les vrais fraudeurs

L'objectif de la nouvelle loi serait de récupérer 1,5 milliard d'euros sur une « fraude sociale » évaluée à 14 milliards d'euros par le Haut Conseil, alors que la fraude fiscale est, elle, estimée entre 80 et 120 milliards. La même institution précise, en outre, que plus de la moitié (52%) de la fraude dite « sociale » doit être attribuée aux employeurs (qui ne déclarent pas leurs salariés) et aux professionnels de santé, qui facturent abusivement

des soins ou des prestations à l'assurance maladie (12%), fraudes dont les salariés et les classes populaires sont les victimes et non les acteurs.

Quant au général José Montuli, responsable de la gendarmerie, chef de l'office central de lutte contre le travail illégal, il déclare : « On a souvent l'impression que les fraudes aux prestations sociales viennent de particuliers qui ont du mal à joindre les deux bouts. Mais ce n'est pas du tout ce qui ressort de nos enquêtes ». Il ajoute : « Nous avons affaire à des gens qui détournent des millions d'euros et qui ont un train de vie de flambeurs. Ils louent des appartements à 13 000 euros par mois à côté de la place Beauvau, ils se déplacent en hélicoptère et achètent des véhicules de luxe. Donc on n'est pas du tout dans un schéma de fraude du pauvre ». Mais cette réalité importe peu au cœur des Attal-Philippe-Wauquiez-Retailleau-Bardella-Le Pen, pour qui l'important est de poursuivre, sans fin, la « guerre aux pauvres » en stigmatisant les « immigrés » et les « cassos » afin de diviser, à leur profit, notre camp social.

J.C. Delavigne

## No comment

Dans un collège de Saint-Denis ou de banlieue, l'enseignement ressemble à du domptage

Décidément, il faut fermer CNEWS. Le 13 avril, Luc Ferry ouvre la séquence avec cette déclaration, que même Pascal Praud se sent contraint d'interrompre en disant : « Alors je vais enlever le mot domptage (...), on dompte des animaux. » Face à l'insistance de Luc Ferry, il ajoute néanmoins : « Je suis d'accord avec vous, mais c'est à nous qu'on fait le procès. »

## Agenda

Vendredi 17 avril, soirée de solidarité avec les prisonnier-es politiques basques et les ex-détenu-es, Paris (75). À 18 h, au CICP, 21 ter rue Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>.



Vendredi 1<sup>er</sup> Mai, Fête anticapitaliste, Strasbourg (67). À partir de 12 h, 1, place des Orphelins à Strasbourg. Barbecue, buvette, repas vegan, débats et discussions.

Vendredi 8 mai, manifestation pacifiste « Contre le porte-avion, contre la guerre », Saint-Nazaire (44). À 11 h place de l'Amérique latine à Saint-Nazaire.

Samedi 30 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris (75). À partir de 10 h, place des Fêtes (sous réserve), manifestation à 14 h 30 en direction du cimetière du Père Lachaise, rue des Rondeaux dans le 20<sup>e</sup>.

Du 13 au 17 juin, mobilisation internationale contre le G7, Genève (Suisse). Avec une manifestation « Résistance globale contre le fascisme et l'impérialisme » le dimanche 14 juin.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

## L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :  
redaction@npa2009.org

Tirage :  
1800 exemplaires

Diffusion :  
diffusion@lanticapitaliste.org

Directrice de publication :  
Penelope Duggan

Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

Secrétaire de rédaction :  
Olivier Lek Lafferrière

Numéro ISSN :  
2269-3696

Graphisme :  
Ambre Bragard

Commission paritaire :  
1225-C-93922

Impression :  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Société éditrice :  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et de  
communication.  
SARL au capital  
de 3500 € (durée 60 ans).

IMPRIM'VERT®

## COMORES

## La santé malade des inégalités salariales

Une grève d'une ampleur inédite secoue le principal hôpital des Comores. L'enjeu : le combat pour l'égalité salariale, indépendamment du statut.

Depuis plus d'un mois, l'hôpital El-Maarouf de Moroni, la capitale de l'archipel des Comores, est paralysé par une grève des personnels contractuels de santé — près de cinq cents personnes au total. Le mouvement porte sur des revendications salariales et sur l'amélioration des conditions de travail.

## À travail égal, salaire égal

Deux revendications portées par la grève sont considérées comme majeures : la revalorisation des primes de garde, de 6 à 10 euros, et l'alignement des salaires sur ceux de leurs collègues fonctionnaires. Le salaire d'un contractuel s'élève actuellement à 57 500 francs comoriens (environ 116 euros), contre 100 000 francs (201 euros) pour un fonctionnaire.

Si cette inégalité perdure depuis longtemps, elle n'est aujourd'hui plus tolérée, d'autant que les autorités avaient déjà promis, lors de précédents conflits, de corriger la situation. Ces engagements n'ont jamais été tenus, tout comme le versement des arriérés de salaire liés aux gardes : sur huit mois de retard, seuls trois ont été régularisés.

Les grévistes se sont constitués en « comité du personnel », chargé de diriger le mouvement et de mener les négociations. Les deux principales centrales syndicales du pays — la Confédération des travailleuses et travailleurs des Comores (CTTC) et la Confédération des travailleurs des Comores (CTC) — ont exprimé leur soutien. Elles estiment que les inégalités de traitement violent la Convention n° 100 sur l'égalité de rémunération et la Convention n° 111 sur la discrimination à l'emploi de l'Organisation internationale du travail.

## Mécontentement populaire

Le 10 mars, au lendemain du déclenchement de la grève, la direction de l'hôpital a adressé un courrier à l'ensemble des grévistes, contestant la légalité du mouvement, faute de dépôt de préavis, et menaçant le personnel de sanctions disciplinaires et administratives. Pour Zainoudine Ahamada, représentant du « comité du personnel », cette mobilisation s'inscrit dans la continuité du conflit de 2024, au cours duquel les autorités s'étaient engagées à ouvrir des négociations sur l'alignement salarial. Paradoxalement, alors qu'un investissement de cinquante-cinq millions d'euros est prévu pour la rénovation et l'agrandissement de l'hôpital, aucun budget n'a été prévu pour instaurer l'égalité salariale entre contractuels et titulaires.

Le conflit a des répercussions importantes sur la population, car l'hôpital El-Maarouf reste l'établissement de référence aux Comores. Plusieurs organisations de la société civile ont appelé à une mobilisation pour faire pression sur les autorités.

Lors de son discours sur l'état de la nation, le président Azali Assoumani déclarait : « Notre objectif est de renforcer la souveraineté sanitaire de notre pays. En effet, une nation qui ne soigne pas et qui ne forme pas ses enfants est une nation sans avenir. » On aurait envie d'ajouter : idem pour une nation qui méprise ses travailleurs.

Paul Martial

## À Lire sur le site



Israël et les USA peuvent massacrer et détruire, ils ne seront jamais maîtres des conséquences, par Marie Schwab

## IRAN Fin des négociations d'Islamabad sans accord

Les négociations entre les États-Unis et la République islamique, qui se sont tenues le dimanche 12 avril à Islamabad, au Pakistan, se sont achevées sans qu'aucun accord n'ait été trouvé.

« Nous rentrons aux États-Unis sans être parvenus à un accord », a déclaré J. D. Vance, vice-président des États-Unis et chef de la délégation américaine, lors d'une brève conférence de presse à Islamabad.

## Deux points d'achoppement

Sans que le détail des discussions ne soit connu à ce stade, celles-ci ont visiblement achoppé sur deux points principaux : la volonté de l'Iran de contrôler le détroit d'Ormuz, et son refus d'abandonner son stock d'uranium enrichi.

J. D. Vance, après son départ du Pakistan, a déclaré : « La question est simple : voyons-nous un engagement fondamental de la part des Iraniens à ne pas développer aujourd'hui, pas seulement dans deux ans, mais à long terme ? Nous n'avons pas encore constaté cela. Nous espérons le voir. »

De son côté, le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baqaei, a affirmé qu'il était « évident dès le départ » qu'il ne fallait pas s'attendre à « un accord en une seule session », ajoutant que « personne ne s'y attendait », tout en accusant des « exigences excessives et déraisonnables » formulées par les États-Unis d'avoir empêché toute avancée des négociations.

Ainsi, les deux parties se sont mutuellement imputé la



responsabilité de l'échec de ce premier cycle de discussions. En réalité, les négociations d'Islamabad s'inscrivent dans un contexte d'impasse militaire entre les deux parties, ainsi que d'une augmentation des coûts du conflit pour chacune d'entre elles. Les États-Unis font face à une pression économique croissante, liée notamment à la crise énergétique et au risque d'une extension du conflit à l'ensemble de la région du golfe Persique. De son côté, la République islamique, soumise à une forte pression militaire et économique, voit ses infrastructures menacées de destruction.

## L'Iran au cœur d'équations internationales

Un autre facteur majeur complexifie ces négociations : l'implication d'acteurs tiers. Ces

discussions ne se limitent pas à une relation bilatérale entre la République islamique et les États-Unis, mais s'inscrivent dans une équation régionale et internationale. Israël peut influencer l'évolution vers une escalade des tensions ou vers un compromis. Les forces alliées de l'Iran dans la région, notamment au Liban, constituent également un élément important de l'équilibre sur le terrain. Par ailleurs, des pays comme la Chine et la Russie, ainsi que les États arabes du Golfe, poursuivent chacun leurs propres intérêts et calculs stratégiques, contribuant ainsi à complexifier davantage le processus de négociation.

Cette configuration rend tout accord encore plus difficile à obtenir et particulièrement fragile.

## USA Trump accusé de crimes de guerre et jugé mentalement instable

La population des États-Unis manifeste une insatisfaction croissante à l'égard de Donald Trump, et en particulier de sa guerre contre l'Iran. De plus en plus de voix estiment que le président devrait être destitué en raison d'une instabilité mentale.

Si la plupart des Républicains continuent de soutenir Trump, une partie du mouvement d'extrême droite *Make America Great Again* (MAGA) s'oppose à la guerre. Divers responsables démocrates et influenceurs proches du MAGA ont appelé à invoquer le 25<sup>e</sup> amendement afin de destituer Trump, estimant qu'il est mentalement instable.

## La cote de Trump en chute

Historiquement, les présidents ont vu leur popularité augmenter au début d'un conflit. Mais la cote de Trump est en baisse sur tous les plans. Au moment où j'écris, le 12 avril, selon des sondages fiables, 37% des AméricainEs approuvent son action, 56% la désapprouvent et 7% ne se prononcent pas. Concernant la guerre contre l'Iran, environ 56% des AméricainEs la désapprouvent ; 68% s'opposent à l'envoi de troupes au sol, et 71% refusent que 200 milliards de dollars supplémentaires y soient consacrés. Surtout, la guerre entraîne une hausse des prix du

carburant et d'autres produits, et fait planer la menace d'une dégradation encore plus grave de l'économie.

Alors que les négociations diplomatiques avec l'Iran n'ont jusqu'ici permis aucune avancée vers une résolution du conflit, Trump a déclaré que cela n'avait pas d'importance : « Nous gagnons, quoi qu'il arrive », a-t-il affirmé. « Nous les avons vaincus militairement. » Pourtant, beaucoup de commentateurs estiment qu'il s'agit de la plus grande défaite des États-Unis depuis le Vietnam.

La menace lancée par Trump il y a une semaine, selon laquelle « toute une civilisation mourra cette nuit, sans jamais pouvoir être ramenée à la vie », a beaucoup choqué. Des démocrates, certains républicains et des figures importantes du mouvement MAGA doutent aussi du leadership de Trump, voire de sa santé mentale. Jamie Raskin, figure de premier plan du Parti démocrate, a déclaré : « La détérioration apparente de son état suscite une vive inquiétude à travers le pays (...) quant aux capacités cognitives du président et à son aptitude à exercer ses fonctions », appelant le médecin de la présidence à procéder à une évaluation cognitive « complète » de Trump.

## Vers une procédure de destitution ?

Dès le départ, de nombreux soutiens du MAGA ont vu la guerre contre l'Iran comme une trahison du « *America First* » et des promesses d'éviter les guerres étrangères. Une fois le conflit engagé, plusieurs commentateurEs

influents du MAGA, tels que Tucker Carlson, Megyn Kelly, Candace Owens et Alex Jones, sont devenuEs des critiques virulentEs de la guerre. L'ancienne élue républicaine Marjorie Taylor Greene, autrefois l'une des plus ferventes soutiens du président, a déclaré : « C'est de la folie absolue. Comment une personne mentalement stable peut-elle appeler à l'anéantissement d'une civilisation entière ? » Elle a ajouté : « Il est hors de contrôle, et des personnes au sein de l'administration doivent prendre leurs responsabilités et mettre un frein à cela », avant d'écrire sur X : « 25<sup>e</sup> amendement !!! »

Le sénateur démocrate du Massachusetts Ed Markey a lui aussi appelé à recourir au 25<sup>e</sup> amendement pour destituer Trump. Le 25<sup>e</sup> amendement de la Constitution des États-Unis prévoit que, lorsque les plus hautes autorités exécutives et législatives estiment que « le président est dans l'incapacité d'exercer les pouvoirs et les devoirs de sa fonction », celui-ci peut être écarté et remplacé par le vice-président.

Il est cependant peu probable que le 25<sup>e</sup> amendement soit invoqué tant que Trump conserve le contrôle du Parti républicain, majoritaire au Congrès. Néanmoins, le simple fait que cette possibilité soit largement discutée affaiblit son emprise sur l'opinion publique à l'approche des élections de mi-mandat en novembre. Pour la gauche, la perspective reste celle d'un retour dans la rue le 1<sup>er</sup> Mai, contre Trump et contre la guerre.

Dan La Botz

## Quel scénario après cet échec prévisible ?

Cependant, l'absence de résultat à l'issue de ce premier cycle de négociations était prévisible. L'expérience montre en effet que le premier round sert généralement à tester les positions des parties, tandis que les véritables négociations ne débutent réellement qu'au cours des cycles suivants. Il convient notamment de souligner que l'écart entre les positions des deux parties demeure considérable. La République islamique réclame un allègement, voire une levée des sanctions, des garanties de sécurité ainsi qu'une limitation des attaques attribuées à Israël. De leur côté, les États-Unis insistent sur la restriction des capacités nucléaires et militaires iraniennes, ainsi que sur une évolution du comportement régional de Téhéran.

Face à cette situation, deux scénarios principaux, ainsi que plusieurs scénarios intermédiaires, peuvent être envisagés.

Le premier est celui d'un accord limité et temporaire, qui apparaît comme l'option la plus probable : une prolongation du cessez-le-feu et une réouverture du détroit d'Ormuz, sans évolution vers une guerre totale ni vers une paix durable.

Le second scénario est celui d'un effondrement complet des négociations et d'un retour à la confrontation militaire. S'agissant des intérêts des peuples d'Iran, qui subissent les plus lourdes pertes dans cette guerre dévastatrice, un arrêt complet et inconditionnel des hostilités constitue une nécessité.

Si le cessez-le-feu parvenait à se maintenir, il pourrait offrir aux opprimés et aux exploités une opportunité de s'organiser et de se préparer à des luttes plus larges contre leurs ennemis communs.

Houshang Sepehr

# LA CISJORDANIE RENDUE INVIVABLE POUR LES PALESTINIEN·NE·S



La Cisjordanie est une terre ciblée par le colonialisme israélien. Même si les 3,3 millions de Palestiniens résidant en Cisjordanie n'ont pas subi de massacres comparables à ceux infligés à Gaza depuis le 7 octobre, les restrictions de circulation imposées par Israël ont contraint beaucoup à rester confinés dans leurs villes d'origine. Les pogroms, les assassinats mais surtout l'intervention militaire d'Israël et de l'Autorité palestinienne (AP) contribuent à rendre la Cisjordanie invivable.

Dossier réalisé par Édouard Soulier

## La résistance armée et l'Autorité palestinienne en Cisjordanie

La Cisjordanie est une zone de répression croisée, où Israël et l'Autorité palestinienne contribuent conjointement à contenir toute dynamique autonome, dans un contexte de violence coloniale accrue.

La résistance armée en Cisjordanie est en renouvellement constant. Les groupes armés palestiniens émergents ont attiré des jeunes désabusés, mais sans former un ensemble cohérent. Bon nombre de leurs attaques restent symboliques, visant des bâtiments ou du matériel militaire plutôt que des personnes, car ils sont conscients de la riposte disproportionnée qu'Israël mettrait en œuvre s'ils s'en prenaient à des colons ou à des soldats. Le renouvellement permanent de leurs membres, sous l'effet de la répression israélienne et de celle de l'Autorité palestinienne, a empêché l'émergence d'une véritable

vision stratégique. Ces groupes sont principalement implantés dans les grandes villes et les camps de réfugiés voisins, dans le triangle Naplouse - Tulkarem - Jénine. Israël et l'Autorité palestinienne sont parvenus, dans une large mesure, à les réprimer à l'automne 2023, mais le génocide à Gaza leur a redonné du souffle. La recrudescence des violences des colons a constitué un autre facteur déclencheur.

### L'Autorité palestinienne et la sécurité d'Israël

Contrairement à Gaza, l'Autorité palestinienne « dirige », sous la forme de l'État de Palestine, la Cisjordanie — ou plutôt les zones A et B, soit moins de la moitié du territoire — mais il ne s'agit pas réellement d'une opposition à l'État d'Israël. Sa crédibilité s'est progressivement érodée en raison de son inaction face aux colons dans des villes et villages pourtant censés être sous son contrôle. Comble de la honte, les restrictions imposées par Israël ont limité les déplacements du personnel de l'AP. Israël restreint également, et depuis longtemps,

l'accès des forces de l'Autorité palestinienne à la formation et à l'équipement. La popularité d'Abbas, déjà faible, a encore chuté lorsqu'il a déclaré qu'il était de « notre devoir » d'assurer la sécurité d'Israël. En octobre 2024, l'Autorité palestinienne a lancé l'opération « Protéger la nation » (sic), avec l'accord d'Israël et le soutien actif des États-Unis, qui coordonnent les opérations des forces de sécurité de l'AP et leur fournissent une assistance technique. Dans un geste de démonstration de force, elle s'est d'abord attaquée au bataillon de Tubas, l'un des groupes les moins radicaux et donc une cible plus accessible, basé dans le camp de réfugiés de Tubas, au nord-est de la Cisjordanie. Après de violents affrontements, et après que l'Autorité palestinienne a coupé l'eau et l'électricité du camp, 80 membres du groupe se sont rendus. Ensuite, le 5 décembre 2024, l'AP s'en prend aux Brigades de Jénine, le groupe armé le plus organisé et déterminé, et lance une attaque de grande envergure, déployant plus de 1 000 agents à Jénine contre les 83 membres de la brigade. Après six

semaines de siège, avec coupure d'eau et d'électricité, les Brigades de Jénine se sont engagées à rendre les armes et à permettre aux forces de l'AP d'opérer librement dans le camp. Le bilan est de 15 morts (dont 6 membres de l'AP et 8 civils), près de 250 militants arrêtés et environ 10 000 personnes déplacées.

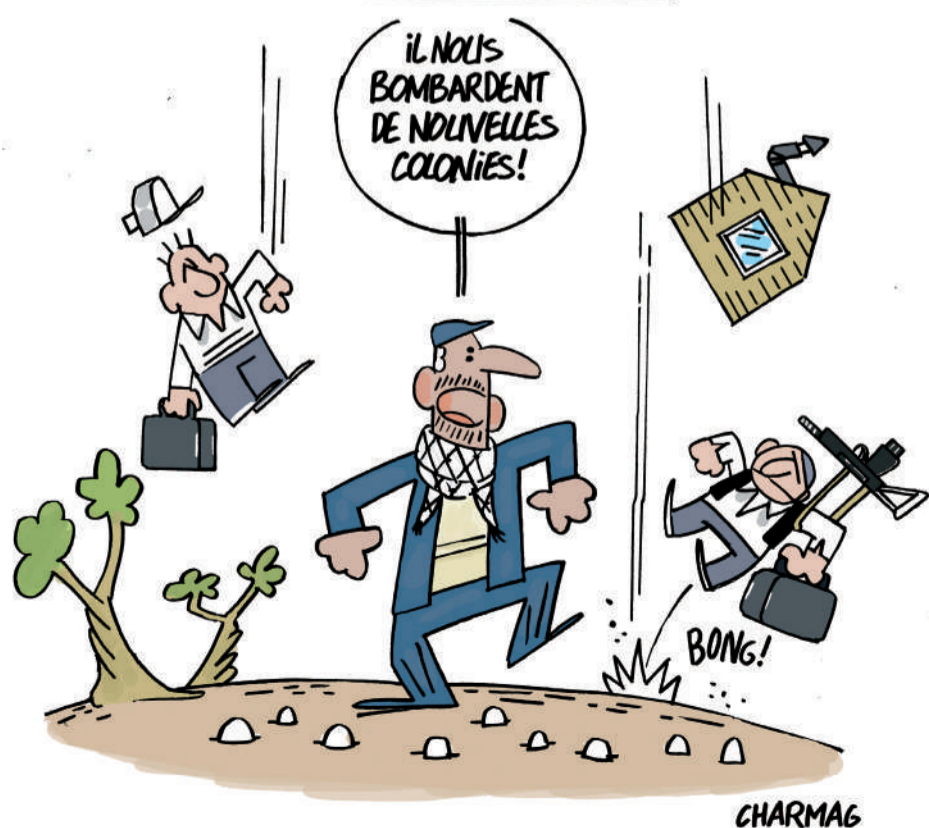
### La population prise en étau

Il s'agit d'une répétition générale avant l'offensive réelle — celle d'Israël — qui aura lieu plus tard et sera appelée « Mur de fer ». Cette offensive, au début de 2025, videra en partie le camp de Jénine et mettra plusieurs dizaines de milliers de réfugiés dans l'impossibilité de revenir chez elle. Depuis le cessez-le-feu, et en parallèle de la recrudescence des attaques de colons, l'armée israélienne a également intensifié ses opérations en Cisjordanie, y compris dans des zones théoriquement contrôlées par l'AP. En novembre, elle a déployé trois brigades de combat, appuyées par des hélicoptères, dans des villages et des camps de réfugiés, réquisitionnant des habitations à

des fins militaires et emmenant des centaines de personnes pour les interroger. Lors d'un incident survenu à Jénine, des soldats ont été filmés en train de tirer à bout portant sur deux Palestiniens non armés et immobilisés. L'armée israélienne a indiqué que cette opération est « sans limite de durée ».

L'Autorité palestinienne se trouve dans une situation délicate, privée de pouvoir mais toujours indispensable. Elle fait vivre près de 200 000 Palestiniens, dont une grosse moitié de forces de sécurité. Israël ne dispose ni des structures de sécurité ni des structures administratives nécessaires pour les remplacer. Le coût d'une annexion complète de la Cisjordanie est beaucoup trop élevé : on estime qu'elle coûterait entre 15 et 20 milliards de dollars par an et mobiliserait toute l'armée actuelle. L'AP est donc indispensable et peut, comme on l'a vu, servir d'avant-garde dans la répression de la résistance armée. L'intérêt d'Israël est donc de maintenir l'Autorité palestinienne dans un état de faiblesse et de ne lui accorder qu'une efficacité minimale.

### OFFENSIVE ISRAËLIENNE EN CISJORDANIE



## Le déchaînement de la violence coloniale en Cisjordanie

La Cisjordanie subit une intensification inédite de la violence coloniale, entre multiplication des attaques de colons, extension rapide des colonies et déplacements massifs de population palestinienne.

La violence des colons israéliens a atteint un niveau sans précédent. Elle s'était déjà fortement intensifiée depuis fin 2022, sous le dernier gouvernement Netanyahu, bien avant le 7 octobre. Depuis, les projets de colonisation comme les violences se sont encore accrus, plaçant de nombreuses zones de Cisjordanie dans une situation d'extrême violence. Le nombre d'agressions de colons a fortement augmenté : de 852 en 2022 à 1 291 en 2023, 1 449 en 2024 et 1 828 en 2025, soit environ 5 par jour. Environ 465 000 colons israéliens vivent ainsi en Cisjordanie occupée, dans 300 colonies et avant-postes. Depuis quelques mois, une série de mesures traduisent une annexion de facto de territoires. La loi sur le cadastre et l'administration civile des colons crée un état « officiel » d'apartheid. L'extension des colonies est également marquante : 68 ont été établies depuis 2022, contre 141 au cours des 55 années précédentes d'occupation israélienne. Ces colonies sont entourées de murs et de routes qui contournent les villages palestiniens, de plus en plus morcelés et concentrés dans la zone C, sous contrôle israélien, composée essentiellement de terres agricoles et principal espace d'implantation coloniale. Les villes, situées en zones A et B, concentrent l'essentiel de la population palestinienne. Pourtant, l'année 2025 est aussi marquée par un niveau record de déplacements sur les 20 dernières années, avec plus de 30 000 personnes déplacées — principalement dans les camps de réfugiés de Jénine et de Tulkarem, dans lesquels les habitantEs ne peuvent pas revenir.

## RENNES

# Non aux expulsions punitives!

*Dans un contexte politique marqué par une très méthodique préparation au fascisme de la part de nos gouvernants, le préfet d'Ille-et-Vilaine, Franck Robine, fidèle parmi les fidèles, ex-chef de cabinet de Retailleau à l'Intérieur, a entrepris sur le terrain une véritable expérimentation réactionnaire concernant les mesures d'expulsion locative.*

Le jeudi 9 avril, dans le cadre de la nouvelle loi sur le narcotrafic, cinq familles ont été traînées en justice au prétexte que l'un de leurs membres avait été impliqué dans une enquête liée aux stupéfiants. Le préfet de la honte, déjà bien connu pour ses activités hostiles aux migrantEs et aux sans-abri, par l'organisation de véritables rafles dans le métro de Rennes, ne va pas s'arrêter là puisqu'il annonce qu'il compte demander très rapidement l'expulsion de 17 familles des quartiers populaires.

## Dangereuse expérimentation

Pour cela, il met en application la loi du 13 juin 2025, « visant à sortir la France du piège du narcotrafic », qui permet à un préfet de se substituer à un bailleur social et de faire expulser — par la voie judiciaire — les locataires qui « trempent » dans le trafic de drogue. À Rennes, neuf procédures judiciaires sont déjà en cours pour mettre fin au bail de familles dont un membre est « impliqué dans le trafic de drogue ». Il s'agit d'une expérimentation locale qui pourrait s'étendre à tout le pays si nous ne luttons pas dès maintenant pour la mettre en échec!

Le jeudi 9 avril, le jugement d'expulsion devait concerner cinq familles. Nous étions donc une bonne cinquantaine de personnes, rassemblées dès 9 heures devant le tribunal judiciaire de Rennes, à l'appel du collectif Rennes sud mobilisé, qui soutient les familles. Sa porte-parole nous a expliqué dans quelle mesure, depuis le passage de la loi contre le narcotrafic l'année dernière, des droits fondamentaux comme le droit au logement et le droit à la vie privée disparaissent au nom de la soi-disant « sécurité ».

## Non aux expulsions!

La procédure a été abandonnée pour plusieurs familles, car l'État a dû lui-même se désister de ces dossiers, faute d'éléments de preuve. Une audience a été reportée. Une seule des procédures a donc été examinée le jour de notre rassemblement, ce qui n'est pas une brillante réussite pour ce préfet belliqueux! Le jugement a été mis en délibéré au 5 mai. C'est une maman seule qui est passée en audience le 9 avril. Elle vit avec ses trois enfants, dont le plus petit a trois ans. En bas de l'immeuble, un point de deal. Le fils aîné de la famille a été interpellé deux fois dans le quartier, « en possession de stupéfiants », placé sous contrôle judiciaire, et il a été condamné à des travaux d'intérêt général. Et c'est ce qui motive la scandaleuse demande d'expulsion! Scandaleuse à trois égards : les faits reprochés au jeune homme sont dérisoires — on est bien loin des règlements de comptes à l'arme lourde que le préfet veut faire disparaître des quartiers rennais! Et puis, le jeune homme en question a déjà été condamné pour les faits qui lui sont reprochés, et il purge sa peine. Il est donc menacé d'une double peine! Enfin, depuis quand, dans ce pays, peut-on condamner toute une famille — ici une maman et ses deux autres enfants — pour les actes d'un seul de ses membres?

CorrespondantE

# JUSTICE Loi SURE: Darmanin accélère le démantèlement de la justice criminelle

*Depuis le 31 mars, les avocatEs sont en grève contre le projet de loi sur « la justice criminelle et le respect des victimes », dit « Sanction, Utile Rapide et Efficace », actuellement examiné en commission des lois du Sénat.*

La principale mesure dénoncée est l'instauration d'un « plaider-coupable » pour juger les crimes, aujourd'hui possible pour certains délits. Concrètement, unE accuséE pourra accepter une peine proposée par unE procureurE, sans la présence d'un juge ni d'un jury. Sans débat contradictoire, iel pourra donc être condamnéE à des peines lourdes de réclusion criminelle pouvant aller jusqu'à trente ans.

## Faire peser sur les justiciables les conséquences d'une politique

Darmanin présente cette loi comme une solution aux délais d'audience de la justice pénale, dans une logique gestionnaire des services publics comme une entreprise : faire peser sur les justiciables les conséquences du sous-financement et une politique pénale évaluée au nombre de condamnations.

Autre argument fallacieux : l'intérêt des victimes. Alors qu'elles peinent déjà, notamment concernant les crimes sexuels, à obtenir des renvois en cour d'assises, le projet prévoit qu'une partie civile pourra s'opposer au plaider-coupable. Elle subira alors la pression du choix d'une procédure accélérée, pour condamner toujours plus vite et à moindre coût. Pourtant, le procès criminel est un moment de justice réparatrice, où la victime peut être entendue et obtenir des



DR

réponses sur les faits. Avec le plaider-coupable, elle devra se contenter d'une condamnation négociée à huis clos, limitée aux deux tiers des peines encourues. Et ce sont les viols et violences sexuelles qui seront principalement invisibilisés par cette procédure...

## Une justice expéditive

Ce projet de loi vient entériner une justice expéditive, qui contourne les débats au profit d'un rôle accru des procureurEs non indépendantEs. Il aggraverait aussi les inégalités caractéristiques de notre justice de classe et discriminante. Surtout,

le fait de permettre une peine réduite par l'aveu démultiplie également le risque d'erreurs judiciaires. Ce sont encore les personnes les plus précaires, avec des ressources limitées pour préparer leur défense ou s'opposer à cette justice de rendement, qui seront les plus condamnées : une peine réduite pourra paraître une solution plus enviable que de passer des années en détention provisoire avant d'être jugéE. À l'inverse, le plaider-coupable est aussi une garantie de confidentialité et d'une peine plus légère pour les crimes commis par ceux dont la position sociale est synonyme

d'impunité, comme dans le cas de Jeffrey Epstein.

Le projet de loi prévoit également la généralisation des cours criminelles sans jury, réduit le nombre de témoins à l'audience et les délais pour contester la nullité des procédures, autorise le maintien en détention provisoire hors délais, etc.

## La solution, c'est l'augmentation des moyens pour la justice

L'opposition à ce projet est portée par les avocatEs. Plus d'une cinquantaine de barreaux sont en grève. Le Syndicat de la magistrature s'est également positionné pour le rejet de la loi, de même que la CGT Insertion probation et la LDH. Lundi 13 avril, date d'examen de la loi au Sénat, une journée de justice morte a été organisée, avec des rassemblements devant les tribunaux judiciaires et le Sénat.

Nous connaissons les solutions à l'embolisation des tribunaux : il faut des moyens pour la justice. Augmenter les audiences, pas les réduire, tout comme les effectifs de magistratEs et de greffierEs. Le temps de la justice est long, surtout concernant les affaires criminelles.

Alors que le nombre de détenuEs explose dans un contexte de surpopulation carcérale structurelle, c'est aussi la logique sécuritaire qu'il faut enrayer en dépénalisant un certain nombre d'infractions et en supprimant les procédures expéditives de jugement.

Sulalat

# LIBERTÉ Non à la répression contre les free parties!

*Une nouvelle loi renforce la répression des free parties, criminalisant organisateurEs et participantEs au nom de l'ordre public. Derrière ce durcissement, c'est toute une culture festive autonome et des espaces de liberté qui sont visés.*

Dans un contexte politique marqué par le matraquage des « idées » de l'extrême droite, Laetitia Saint-Paul, la députée du groupe Horizons & Indépendants, macroniste du Maine-et-Loire, a fait adopter par l'Assemblée nationale (78 voix contre 67) la proposition de loi visant à « renforcer la pénalisation de l'organisation de rave parties ». Un seul ressort, la répression. Un seul Horizon, la détestation de la jeunesse, de sa musique et des marges!

## La matraque

Depuis plusieurs années, les rassemblements festifs sont dans le viseur. On se souvient de la très brutale intervention policière contre la grande fête autogérée qui avait été organisée dans un hangar désaffecté de la campagne bretonne, à Lieuron, et avait réuni plus de

2000 personnes à l'occasion du réveillon de la nouvelle année 2021. Le problème pour l'État et les tenants de la répression, c'est que les six personnes désignées pour payer le prix de leur audace — faire la fête, en toute liberté, en plein couvre-feu lié à l'état d'urgence sanitaire! — ont fini par être relaxées malgré le déploiement d'un énorme arsenal policier et judiciaire.

Alors, le vertigineux « vide juridique » devait être comblé! C'est chose faite, grâce au travail zélé de la députée Saint-Paul. Ainsi, l'organisation d'un rassemblement festif « sans déclaration ou en violation d'une interdiction prononcée par le préfet de département » devient un délit passible de six mois de prison et de 30 000 € d'amende. Et pour n'oublier personne, les simples participantEs pourront être sanctionnés d'une amende de 1500 €. Le texte prévoit également l'abaissement du seuil de déclaration obligatoire de 500 à 250 personnes, ainsi que la possible poursuite de toute personne impliquée dans la diffusion d'information ou le transport de matériel de sonorisation.

## À bas l'insolence!

Le collectif Tekno Anti Rep dénonce un texte établi sans aucune concertation, malgré ses nombreux efforts pour arriver à une discussion avec les pouvoirs publics, et la

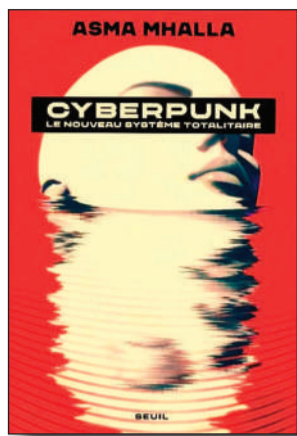


Coordination nationale des sons, dans une lettre ouverte à la députée, conclut : « Vous n'arrêterez pas les free-parties, vous allez les radicaliser ».

Que des jeunes s'organisent entre eux pour participer à des événements festifs, pour écouter de la techno, sans demander la permission à l'État et aux bourgeois — sans rien payer à personne! — c'en est trop pour ces politicienNEs à la petite semaine qui ne supportent pas que des zones de liberté subsistent dans la démocratie policière. Le choix de cette députée, Laetitia Saint-Paul, doit-il être considéré comme une provocation ou comme un avertissement? Ancienne officière de l'armée de terre, ancienne élève de l'École militaire de Saint-Cyr, cette élue macroniste a le profil idéal pour incarner le rêve macroniste d'une jeunesse aux ordres, prête à défilier au pas au son de la musique militaire.

Louison Le Guen

# Culture



**ESSAI Cyberpunk, le nouveau système totalitaire, d'Asma Mhalla**

Seuil, 2025, 208 pages, 19€.

« Le XXI<sup>e</sup> siècle ne vous gouvernera pas, il vous programmera. » Dans cet essai, Asma Mhalla diagnostique la nature et la mise en place du nouveau système mondial qu'elle qualifie de « fascisme hybride ». Ce dernier n'est pas un copié-collé du fascisme historique, bien qu'il en mime les codes. Il est une expression antidémocratique dans laquelle le pouvoir ne repose plus uniquement sur les États, mais de plus en plus sur des acteurs technologiques capables de contrôler les infrastructures, les données et les canaux d'information...

Lire cette recension par Lousse en intégralité.



**CINÉMA The Mad Dog of Europe - Comment le nazisme a infiltré Hollywood, de Rubika Shah**

Documentaire, 1h23, France, Allemagne, sortie le 15 avril.

Il y a des absences qui parlent aussi fort que des œuvres entières. C'est là que commence *The Mad Dog of Europe*: dans le vide laissé par un film qui n'aura jamais vu le jour. Un trou dans l'histoire du cinéma, mais surtout dans le courage politique d'une industrie qui, déjà, préférerait regarder ailleurs pendant que le monde brûlait. Un trou que Rubika Shah tente de combler. L'histoire serait presque drôle, si elle n'était pas aussi tragique: en 1932, un scénariste hollywoodien, Herman J. Mankiewicz (celui de *Citizen Kane*, rien que ça), écrit un script pour alerter sur un certain Adolf Hitler, un film qui s'appellera « *Mad Dog of Europe* ». Spoiler: personne ne veut le produire...

Lire cette chronique de Cyrielle L.A. en intégralité.



**ROMAN La fête des folles, de Jonas Gardell**

Gaïa - Actes Sud, 2026, 192 pages, 21 euros.

10 ans après le très beau *N'essuie jamais de larmes sans gants* sur l'arrivée du VIH/sida en Suède, un nouveau roman de Jonas Gardell est publié en France, bien servi par la traduction de Rémi Cassaigne. Nous sommes le 29 juillet 1971, et le Club Étoile, à Stockholm, se prépare à ouvrir et à se voir investi par « la plus grande fête de folles » de toute l'histoire de la Suède. Le temps d'une nuit, Kajsa, Bettan, Nana, Jeanette, Francis, Rosa, etc., vont briller de mille feux dans un monde qui ne veut pas d'elles, qui veut les anéantir. Au même moment, Mikael, jeune garçon frêle dans une banlieue lointaine, sent bien qu'il n'est pas comme les autres et se questionne sur le monde. Le roman entremêle ces deux récits...

Lire cette chronique de Sally Brina en intégralité.



**RÉCIT Laissez le feu brûler, d'Olivier Esteves et Linn Washington**

Seuil, 248 pages, 2026.

Philadelphie, 13 mai 1985. Dans le quartier résidentiel

Noir de Cobbs Creek, le Philadelphia Police Department, dans un déferlement inouï de brutalité, largue depuis un hélicoptère une bombe fournie par le FBI sur une maison du quartier. La cible: le QG de l'organisation Afro-Américaine anticapitaliste et écologiste MOVE, avec laquelle la ville et le voisinage sont en conflit ouvert depuis des nombreuses années. Le feu déclenché par cette bombe, que la police et les pompiers

laissent volontairement courir, tue 11 personnes (dont 6 enfants), détruit 61 maisons et laisse 250 personnes sans-abri. Dans ce récit d'une rare violence, Oliver Esteves et Linn Washington nous donnent à voir, à travers un cas d'école aujourd'hui tombé dans l'oubli, toute la réalité du racisme et du classisme de la société américaine...

Lire cette chronique de Y. S. en intégralité.



## COLLOQUE « Daniel Bensaïd vivant »

Automne 2026, Paris / Appel à contributions

Daniel Bensaïd est mort le 12 janvier 2010. Philosophe et militant, figure de Mai 68 et de la gauche révolutionnaire en France durant plus de quatre décennies, dirigeant, depuis sa fondation, de la Ligue communiste (devenue quelques années plus tard la Ligue communiste révolutionnaire) et de la Quatrième Internationale, il avait engagé un travail de reconstruction du marxisme à partir des années 1980. (...) Daniel Bensaïd nous a ainsi légué un héritage politique et théorique très riche, mais « sans propriétaires ni mode d'emploi », comme il le disait souvent à propos de Marx: un héritage qui commence à peine à être travaillé (...). L'objectif de ce colloque est précisément d'engager une première discussion globale de ces travaux et de stimuler de nouvelles appropriations de son œuvre (...).

Tous les aspects de la pensée de Daniel Bensaïd, en lien direct ou non avec la conjoncture politique, pourront être abordés lors de ce colloque. (...)

La date et le lieu précis du colloque — qui se tiendra à Paris — seront annoncés très prochainement. Nous invitons les intervenantEs à proposer des panels ou des communications en envoyant un résumé (de 3 000 signes maximum), en français ou en anglais, avant le 15 mai 2026, à l'adresse mail suivante:

conference@danielbensaid.org  
Lire cet appel à contribution en intégralité sur le site contretemps.eu



## 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE Inprecor n° 743

Revu sous la responsabilité du Bureau exécutif de la 4<sup>e</sup> Internationale

Le numéro d'avril d'*Inprecor* commence avec un article de Nicolas Dot-Pouillard sur la situation au Liban, attaqué par la coalition israélo-étatsunienne. Nous abordons également une analyse des mouvements d'opposition à Donald Trump aux États-Unis (Kay Mann) et une analyse du processus de formation de la nouvelle bourgeoisie au Venezuela (Luis Bonilla-Molina).

Un texte d'Éric Toussaint explique les rapports entre les États-Unis et la Russie et leur stratégie actuelle de partage du monde, tandis que Juan Tortosa présente les prochaines rencontres écosocialistes.

Un dossier raconte la réunion du comité international de la 4<sup>e</sup> Internationale, avec une présentation par Terry Conway et la publication de différentes motions et contributions: « Non à l'Europe de la guerre, non au réarmement européen », « Solidarité avec le peuple ukrainien », des thèses sur la crise du détroit de Taïwan et l'autodétermination taïwanaise, et les actions militantes de Sotsialnyi Rukh.

Nous terminons par un hommage à Elfriede Müller.

https://inprecor.fr/



## Vie du NPA l'Anticapitaliste

### COMITÉ POLITIQUE NATIONAL Faire face à la montée de la guerre et de l'extrême droite

Guerre en Iran et au Liban, soutien au peuple palestinien, montée de l'extrême droite, élections municipales, attaques sur le 1<sup>er</sup> Mai... Ce conseil politique national (CPN), réuni les 11 et 12 avril, a permis de faire le bilan de la séquence des élections municipales et de poser les enjeux de la situation politique pour les échéances à venir.

Nous développons lors du précédent CPN que « nous devons donc avancer dans la perspective d'un mouvement anti-impérialiste et antifasciste, qui prenne en compte les différents aspects de ces offensives, à savoir le racisme, le colonialisme et le militarisme ». Cela est toujours valable.

#### Chaos au Moyen-Orient

L'offensive lancée par Donald Trump sur l'Iran le 28 février a conduit au chaos des millions de personnes au Moyen-Orient, tandis que le reste du monde en subit les conséquences économiques. De ce point de vue, ce CPN confirme que « nous renforçons et déployons dans tous les comités notre campagne contre le militarisme et les impérialismes, avec comme perspective l'organisation de la manifestation contre le G7 le 14 juin prochain ».

Plusieurs motions ont été adoptées: sur l'Iran pour réaffirmer le droit à l'autodétermination des peuples d'Iran et du Moyen-Orient, contre tous les impé-

rialismes, le colonialisme et la dictature; sur la Palestine, pour laquelle nous soutenons les flottilles sur lesquelles sont présentEs des camarades; sur l'Ukraine ou encore Cuba, victimes des impérialistes.

#### Attaques sociales et extrême droite

Avec la mort de Quentin Deranque, la campagne des municipales a basculé idéologiquement dans la polarisation et l'ostracisme de la Jeune Garde et de LFI. Le RN perce de façon importante dans la ruralité. Le CPN a été l'occasion de mesurer les résistances électorales de la gauche dans les grandes villes, mais aussi, malheureusement, la division de la gauche et des forces du NFP. Avec 11 éluEs du NPA-A, le CPN organise un groupe de travail et de mutualisation des informations pour ses éluEs. Le CPN ne perd pas de vue les mobilisations dans la rue, comme « le succès national de la mobilisation féministe du 8 mars » ou « la manifestation de sursaut antiraciste ayant

rassemblé 20 000 personnes à Saint-Denis ».

La macronie nous donne encore des occasions de manifester. Elle poursuit son travail de sape des acquis des luttes sociales et les libertés publiques, avec les lois Yadan, sur les fraudes sociales, sur les minimas sociaux... À Mâcon également, se mobiliser sera plus que nécessaire puisque le RN tiendra son meeting national le 1<sup>er</sup> Mai, avec l'intention de poursuivre son implantation dans la ruralité.

#### L'unité et les présidentielles

Le CPN a planché également sur les prochaines élections, présidentielle et législatives, dans un contexte où l'extrême droite menace de prendre le pouvoir. Comment être unitaires et révolutionnaires dans un contexte où l'unité réclame des compromis? Nous déciderons de notre candidature ou non lors d'une conférence nationale qui se tiendra les 27 et 28 juin. D'ici là, nous continuons d'intervenir « en défense de la constitu-

tion d'un front antifasciste le plus large possible des organisations de notre camp pour porter une candidature commune sur la base du programme du NFP ».

Nous répondons également à LFI, qui a proposé des discussions autour de la présidentielle et des législatives. Notre objectif est d'entraîner des organisations politiques et des secteurs du mouvement social qui ont participé au NFP.

#### Un excellent journal

Enfin, le CPN a salué le travail de réorganisation de la diffusion de notre excellent journal effectué ces derniers mois. Celui-ci nous permet d'évaluer le coût de notre journal et son importance, au point où le CPN a décidé d'une campagne d'abonnements entre mai et septembre.

Une bonne manière de nous suivre, en recevant le journal chez vous ou en ligne. Et de nous soutenir dans cette période politique où, plus que jamais, nous avons besoin de réfléchir et de résister.

Fabienne Dolet

# PALESTINE « Cette flottille comporte des risques mais elle représente un moment fort d'engagement collectif, d'unité et d'humanité »

**Qu'est-ce qui t'a décidé à t'engager dans cette aventure ?**

**Macéo :** Cela fait quelques années que je suis engagé dans les luttes pour le peuple palestinien. Et depuis l'annonce du cessez-le-feu, on en parle moins et les mobilisations sont moins fortes, beaucoup de gens pensent que les massacres ont pris fin. Pourtant, le régime d'apartheid israélien reste en place et continue de tuer à Gaza et de s'approprié des terres palestiniennes en Cisjordanie.

**Beaucoup de gens pensent que les massacres ont pris fin, j'ai senti qu'il y avait un besoin de mener une action qui rende visible ce qui se passe**

J'ai senti qu'il y avait un besoin de mener une action qui rende visible ce qui se passe. Les flottilles sont efficaces pour cela. J'ai demandé à un camarade de Thousand Madleens to Gaza si je pouvais aider, au moment où ils ont commencé le chantier à l'Estaque, à Marseille. J'y ai passé une semaine, mais à ce moment-là je ne pensais pas embarquer. C'est plus tard, lorsqu'ils ont dit rechercher des marinEs, que je me suis porté volontaire, puisque j'avais déjà un peu navigué.

**Samah :** Je suis engagée pour la Palestine depuis longtemps, mais mon militantisme s'est transformé à partir du 7 octobre. Des manifestations ont eu lieu à Roanne, mais les discours portés par les organisateurs ne correspondaient pas à ce que ressentait une partie des manifestantEs. Nous ne nous reconnaissons pas dans certains termes employés ni dans la manière dont la parole était encadrée. Nous avons décidé de relancer une structure existante mais en sommeil, suite au décès de son ancienne présidente : l'Association France Palestine Solidaire (AFPS) de Roanne — un tournant dans les formes de mon engagement. Depuis, nous menons différentes actions de sensibilisation.

**J'ai ressenti un appel très fort à agir concrètement, à mon échelle, pour apporter un peu d'humanité et de soutien au peuple gazaoui**

Lors de la dernière flottille, partie de Tunis, j'ai ressenti un appel très fort. Étant franco-tunisienne, je me suis dit que ma place pouvait être là-bas, aux côtés de celles et ceux qui agissent directement. J'ai alors décidé de participer à une prochaine flottille si l'occasion se présentait. J'étais également en contact avec une militante de la délégation algérienne ayant participé à cette flottille. Son témoignage a renforcé ma

*La flottille partie de Marseille le 4 avril pour Gaza transporte du matériel médical et logistique pour briser le blocus et porter un message politique. Le NPA-A soutient cette initiative et y participe directement avec deux camarades.*

**Entretien avec Macéo, des Jeunesses Anticapitalistes, et Samah, du comité de la Loire (42), engagéEs à bord et témoins de cette mobilisation.**



Samah par CYRIELLE L.A.

détermination à agir concrètement, à mon échelle, pour apporter un peu d'humanité et de soutien au peuple gazaoui. Lorsque l'AFPS a proposé de rejoindre cette mission, j'ai accepté sans hésiter. Je suis consciente que cette mission comporte des risques mais elle représente aussi un moment fort d'engagement collectif, d'unité et d'humanité. C'est cela qui m'anime.

**Comment se passe la préparation ?**

**Macéo :** Sur le chantier, la préparation s'est plutôt bien déroulée. Comme j'y ai passé une semaine dès le début, j'ai pu en suivre concrètement l'évolution. Beaucoup de camarades ont rejoint cette mobilisation et il y a eu un fort élan de soutien de la part de toute la population de l'Estaque. Actuellement, nous sommes à Naples et nous devrions partir d'Italie le 20 avril si la situation le permet. Pour l'instant, l'objectif reste de partir à une centaine de bateaux. On en est aujourd'hui à environ 90 bateaux prêts à partir, en incluant la Global Sumud Flotilla.

**Nous devrions partir d'Italie le 20 avril si la situation le permet, l'objectif reste de partir à un centaine de bateaux**

**Samah :** Pour moi, la préparation s'est faite dans un temps assez court, car j'ai pris ma décision tardivement. En tant que mère célibataire, j'ai d'abord dû organiser la garde de mon enfant et m'arranger avec mon employeur pour poser des congés. J'ai rapidement informé mes camarades de mon engagement, à la fois au sein du NPA-A et de l'AFPS, dont je suis vice-présidente du groupe local de Roanne. Très vite, j'ai reçu un soutien à la fois financier et moral, ce qui m'a permis d'avancer plus sereinement. Je me sens aujourd'hui bien entourée et accompagnée, et je leur en suis profondément reconnaissante. Je vais rejoindre les autres membres de la flottille en Italie.

**Parlez-nous du bateau.**

**Macéo :** Je pars sur l'*Al Karama*, c'est un bateau de 8 personnes sur lequel il y a des militantEs de longue date mais aussi des militantEs plus récentEs. On participe toutes à la navigation et notamment aux quarts de nuit où on essaye de toujours être deux, unE expérimentéE et unE novice. Au niveau des tâches quotidiennes, on a un super cuisinier qui s'occupe de ça mais on essaye que tout le monde participe au reste des tâches (lavage, rangement...).

**Sur le bateau, on participe toutes à la navigation et aux tâches quotidiennes**

**Samah :** Je serai à bord du bateau *Nour*, avec un équipage d'environ six personnes. Pour le moment, la répartition précise des rôles n'est pas encore définie. Nous aurons plus d'informations une fois réuniEs sur place, en Italie.

**Quels sont les enjeux autour de ces flottilles ?**



Macéo par CYRIELLE L.A.

**Macéo :** Ces flottilles ont un rôle de médiatisation très important. Elles permettent de donner une réelle visibilité aux actions de l'État d'apartheid qu'est Israël. Cela fait plus de 90 ans que la colonisation se poursuit et 3 ans qu'il y a un génocide. Cette solidarité est aussi construite en lien avec Gaza : ce qui a été embarqué sur les bateaux a été demandé par des associations gazaouies. Cette flottille porte principalement un objectif médiatique et nous devons en parler au maximum afin de construire un mouvement de solidarité avec la Palestine sur le temps long.

**Ce qui a été embarqué sur les bateaux a été demandé par des associations gazaouies**

**Samah :** Cette flottille porte deux enjeux majeurs. D'abord, tenter de briser le blocus imposé à Gaza et d'acheminer de l'aide humanitaire. Au sein de la flottille, nous retrouvons des profils variés : des soignantEs, des enseignantEs, des personnes engagées dans différents domaines. Cette diversité permet d'envisager une aide concrète, qu'elle soit médicale, psychologique ou éducative.

**Il s'agit de rendre visible ce que vivent les PalestinienNEs au quotidien, malgré les annonces de cessez-le-feu**

Ensuite, même si nous ne parvenons pas à atteindre notre destination, il s'agit de rendre visible la situation sur place et de médiatiser ce que vivent les PalestinienNEs au quotidien. Malgré les annonces de cessez-le-feu, les bombardements continuent, les biens essentiels comme la nourriture et les médicaments restent difficilement accessibles et les civilEs, y compris les journalistes, sont toujours exposés à de graves dangers.

Les initiatives locales sont essentielles : elles permettent de maintenir l'attention, de sensibiliser et de construire un rapport de forces citoyen. C'est ce lien entre action locale et solidarité internationale qui donne toute sa force à notre engagement.

**Propos recueillis par la rédaction**

**Suis-nous**

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

lanticapitaliste.org  
NPALanticapitaliste  
L\_anticapitaliste  
Lanticapitalis1  
anticapitaliste.presse  
lanticapitaliste



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :  
**12 € = 3 mois d'hebdo**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**Abonne-toi**



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



**L'image de la semaine**



**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement ?  
Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :  
[diffusion@lanticapitaliste.org](mailto:diffusion@lanticapitaliste.org)